

Conférence de presse du 30 août 2023

Une décision moralement condamnable

Exposé de Markus Ritter, président de l'USP (le discours prononcé fait foi)

Vous l'avez compris : le Conseil fédéral veut faire des économies pour rééquilibrer les finances fédérales. Les coupes budgétaires toucheraient également l'agriculture, à hauteur d'environ 1300 francs par exploitation et par an, une somme importante. En général, chaque franc est le fruit d'un travail acharné, ce qui cause beaucoup d'épuisement chez les agriculteurs·trices.

La situation devient encore plus complexe avec les exigences envers les familles paysannes : ces dernières doivent faire preuve d'innovation sans pour autant perdre leurs structures traditionnelles. Elles doivent produire en ménageant le plus possible les ressources et, de préférence, sans utiliser de moyens auxiliaires. Les produits doivent toutefois continuer à être absolument impeccables. De plus en plus de surfaces doivent être réservées à la promotion de la biodiversité, mais la quantité de denrées alimentaires produites doit en souffrir le moins possible.

En tant qu'agriculteur ou agricultrice, évoluer dans ces conflits d'objectifs est un très grand défi et il n'est pas rare que des frustrations se créent. Pourtant, les familles paysannes ont accompli un travail colossal au cours des 20 dernières années. Elles ont doublé la surface exploitée selon les principes de l'agriculture biologique tout en maintenant stable la valeur de la production agricole. En outre, d'année en année, de plus en plus d'animaux vivent dans des étables particulièrement respectueuses de leur bien-être et disposent de sorties régulières en plein air. Les exploitations agricoles prennent beaucoup sur elles et acceptent un revenu relativement faible, comme l'ont évoqué les oratrices précédentes. Mais arrive un moment où trop, c'est trop.

Si les milieux politiques exigent toujours plus, ils doivent proposer une compensation financière. La menace d'une coupe, symbolisée ici par des ciseaux, doit être écartée. Si l'on décide de réduire les compensations, il faut au moins être prêt à faire des concessions sur les prestations. Ce n'est qu'ainsi que le coup de ciseaux peut être évité. Hélas, ce n'est pas ce qui est en train de se produire. Comme nous l'avons déjà mentionné, de nouvelles prescriptions et mesures sont régulièrement adoptées. Aujourd'hui, le budget des exploitations agricoles pour les années qui suivent est une nouvelle fois réduit. Or, ne pas rémunérer les prestations commandées, c'est du vol. Le plan du Conseil fédéral est donc hautement condamnable d'un point de vue moral.

Les familles paysannes indigènes risquent d'être victimes d'une politique financière malvenue. Un changement de mentalité et une plus grande discipline budgétaire sont nécessaires de toute urgence. Le secteur politique doit immédiatement freiner la croissance des dépenses, surtout dans les domaines où elle est forte. De cette façon, les plans d'économies ne seront pas nécessaires et un budget stable pourra être garanti.